



Programme de Nations Unies pour le Développement
Gouvernement de la République de Guinée
DOCUMENT DE PROJET

Intitulé du Projet :	Planification National sur la diversité biologique et mis en œuvre en Guinée du Plan Stratégique de la Convention sur la Diversité Biologique 2011-2020 et les Objectifs d'Aichi
Résultat(s) de l'UNDAF :	Stratégie et Plan d'action nationale sur la biodiversité révisée et opérationnelle Base : 0 (2011) Cible : 1
Effet principal du Plan Stratégique du PNUD Environnement & Développement Durable :	Renforcer les capacités nationales à gérer l'environnement de manière durable tout en assurant une protection adéquate des pauvres. La mobilisation des financements environnementaux.
Effet secondaire du Plan Stratégique du PNUD :	Intégration Environnement et Énergie.
Résultat Attendu du Programme Pays du PNUD :	Les outils de planification pour une gestion durable du cadre de vie, de l'environnement et des ressources naturelles sont élaborés et mis en œuvre au niveau local, régional et national
Produit(s) attendu(s) du CPAP :	À être définis.
[Objectives du Projet :]	Intégrer les obligations de la Guinée aux termes de la Convention sur la diversité biologique (CDB) dans ses cadres nationaux de planification du développement et sectorielle, grâce à une « planification en matière de diversité biologique » et à un processus d'élaboration de stratégie renouvelés et participatifs, de manière à suivre les orientations générales du Plan stratégique de la CDB pour 2011-2020.
[Résultats du Projet :]	(1) Une activité de bilan participative sur la planification en matière de biodiversité est lancée et des objectifs nationaux de diversité biologique sont définis en réponse aux Objectifs mondiaux d'Aichi. (2) Le SPANB est révisé/actualisé et prend entièrement en compte les nouveaux aspects du plan stratégique de la CDB, tels que l'intégration et l'ancrage de la mise en œuvre de ce plan dans les cadres nationaux de développement, évaluant les services écosystémiques et favorisant l'adaptation et la résilience des écosystèmes. (3) Les cadres nationaux de mobilisation des ressources et les mécanismes de présentation de rapports et d'échange dans le cadre de la Convention sont mis en place et renforcés.
Partenaire national d'exécution :	Ministère Délégué à l'Environnement, aux Eaux et Forêts, Ministère de l'Environnement et l'Énergie, par le biais de l'Office Guinéen de la Diversité Biologique et des Aires Protégées (OGUIDAP)

Résumé : Ce projet fait partie de la deuxième génération des activités de base en matière de diversité biologique (BD EA) du FEM. La Guinée a signé la Convention sur la diversité biologique (CDB) le 7 mai 1993. Ce projet répond à la nécessité pour le pays de continuer à remplir ses obligations aux termes de la CDB, en se focalisant plus particulièrement sur l'Article 6 de la Convention et sur la Décision X/2 de la CdP. Avant tout, ce projet est une contribution importante aux efforts de la Guinée visant à mettre en œuvre le Plan stratégique 2011-2020 de la CDB au niveau national. Il s'appuie sur l'état d'avancement et les réalisations de la Guinée en matière de planification et de présentation de rapports sur la diversité biologique. Il vise à intégrer les obligations de la Guinée aux termes de la CDB dans ses cadres de planification nationale du développement et sectorielle, grâce à une « planification en matière de diversité biologique » et à un processus d'élaboration de stratégie renouvelés et participatifs. Cette démarche vise à produire des objectifs mesurables en termes de préservation et d'utilisation durable de la diversité biologique. Elle permettra également de s'assurer que la valeur des biens et services issus des écosystèmes, ainsi que les difficultés et les opportunités liées à l'adaptation et à la résilience fondées sur les écosystèmes, sont bien prises en compte dans le processus. Le projet atteindra son objectif grâce à la mise en œuvre de trois composantes, dont les activités sont décrites en détail dans la proposition approuvée par le FEM pour les activités de base relatives à la diversité biologique, à savoir : (1) une activité participative de bilan sur la planification en matière de diversité biologique est lancée et des objectifs nationaux de diversité biologique sont définis en réponse aux objectifs d'Aichi, (2) le SPANB est révisé/actualisé et prend entièrement en compte les nouveaux aspects du plan stratégique de mise en œuvre de la CDB, tels que l'intégration et l'ancrage de la mise en œuvre du plan dans les cadres nationaux de développement, valorisant ainsi les services écosystémiques et favorisant l'adaptation et la résilience fondées sur les écosystèmes, et (3) les cadres nationaux de mobilisation des ressources et les mécanismes de présentation de rapports et d'échange dans le cadre de la Convention sont renforcés.

Période du Programme:	2013-2017
Désignation de l'Allocation Atlas:	00066252
Désignation du Projet:	00082455
numéro PIMS	4870
Date de Démarrage :	Juin 2012
Date de Clôture :	Juin 2014
Modalité de gestion	NIM
Date de la réunion CLEP	21 Mai 2012

Ressources totales requises (fonds totales du projet)	\$609,091
Ressources totales alloués (géré par le PNUD)	\$409,091
Régulières (TRAC PNUD)	\$113,000
FEM	\$296,091
Autres (fonds gérés par les partenaires)	
o Gouvernement	\$200,000
o ONGs	-
o Autres	-

Approuvé par (Gouvernement):



Approuvé par le partenaire d'exécution (agence):



Approuvé par le PNUD:



19/06/2012

17/06/2012

27/06/2012



4 June 2012

Dear Mr. Ohemeng-Boamah,

Subject: Enabling Activities, Guinea: National Biodiversity Planning to Support the implementation of the CBD 2011-2020 Strategic Plan in Guinea – PIMS No 4870 - ATLAS BU: GIN10 - Proposal No.: 00066252 - Project No.: 00082455

I am pleased to delegate to you the authority to sign the above-mentioned *Enabling Activities* project. The project, which amounts to a total of US\$ 296,091, has received its final approval in accordance with the established Global Environment Facility (GEF) procedures (CEO approval/endorsement attached as relevant).

I am also pleased to provide a summary of the next steps in the process and to outline, for your easy reference, the mandatory GEF-specific project financial and results management requirements. Please note that Annex 2 clarifies these in further detail. In addition, a number of Advisory Notes have been prepared to support the implementation of UNDP supported GEF funded projects, these and further clarification on the GEF project cycle and requirements can be found in the UNDP GEF Programming Manual at <http://intra.undp.org/gef>.

Next steps and mandatory GEF-specific requirements:

1. ***Project document signature:*** As the Resident Representative with the delegated authority for this project, we kindly request that you sign the above-mentioned Enabling Activities project document on behalf of UNDP. We would also appreciate your obtaining the signature of the representative of the Implementing Partner on the cover page (as well as signature by the representative of the Government of Guinea, if necessary).
2. ***Issuance of Authorized Spending Limit (ASL):*** To facilitate a quick start to the project, once the project document is signed, please kindly ensure that the Atlas-generated *Annual Work Plan (AWP)* based on the *Total Budget and Annual Work Plan* in the attached project document, along with a copy of the signed cover page, is sent to Ms. Fabiana Issler, Regional Technical Advisor (RTA) in Pretoria.

Any proposed budget revisions should be forwarded to the UNDP RTA together with a clear explanation of the changes proposed as any significant changes require review and approval. In addition, please note that UNDP/GEF is not in a position to increase the project budget above the amount already approved by the GEF Council. Therefore, any over-expenditure on this project would have to be absorbed by other Country Office resources.

3. ***Fee:*** As an Implementing Agency of the GEF, UNDP earns a fee upon approval of each project. As required by the GEF, the fee is to be used to cover specific costs incurred by UNDP. For the Country Office, these services are related to supporting project development and providing oversight once the project is running, as detailed in Annex 2.

Mr. Ohemeng-Boamah
Resident Representative
UNDP GUINEA

The total fee over the lifetime of the above mentioned project for these country offices support services will be **US\$ 8,882.73**. This fee will be paid directly by UNDP/GEF to the XB account of the Country Office. The first installment will be paid upon receipt of the signed main project document cover page by the UNDP RTA. The second and all subsequent annual fee installments will be paid based on cumulative delivery and audit compliance. The amount to be received by your office includes the cost of services generated by the Initiation Plan under the *GEF Project Preparation Grant (PPG)* window.

Please note that the Implementing Agency fee is intended to cover the General Management Service (GMS) indirect costs of project support, supervision and oversight detailed in Annex 2. Where a government, as Implementing Partner, requests UNDP to provide services specific to project inputs, then the government party is responsible for reimbursing UNDP in accordance with UNDP policies on recovery of direct costs. In such a case, an appropriate separation between project oversight and direct project support is required in accordance with the UNDP Internal Control Framework.

All GEF-funded projects must be audited in accordance with UNDP Financial Regulations and Rules and Audit policies.

4. GEF-specific project management requirements:

- The GEF Secretariat must be informed of any changes to the project objectives and outcomes in the results framework of the project document. As such, should you wish to make any such changes to the results framework, please discuss this with the UNDP RTA, as these changes must be reported to the GEF.
- As outlined in the revised 2010 GEF M&E policy, full-size projects are required to undertake a mid-term review and a terminal evaluation with a corresponding management response. Medium-sized projects are required to undertake a terminal evaluation with a corresponding management response. A mid-term review is also recommended. The specific requirements of these are available from the RTA.
- As specified in the project document, a detailed project management plan should be prepared by the Project Manager. It is strongly recommended that this management plan be reviewed at the inception workshop. Where possible, this workshop should be held within 3 months of project signature. To avoid any confusion during project implementation, we also recommend that the support activities to be undertaken by the Country Office, as listed in Annex 2, be confirmed at the inception workshop.
- Annex 2 includes a number of key UNDP/GEF management performance indicators that aim to improve the efficiency and effectiveness in the oversight and supervision services provided. Performance against these indicators will be monitored on an annual basis.
- In order to accord proper acknowledgement to the GEF for providing funding, full compliance is needed with the GEF's Communication and Visibility Guidelines (the "GEF Guidelines"). The GEF Guidelines can be accessed at:
http://www.thegef.org/gef/sites/thegef.org/files/documents/C.40.08_Branding_the_GEF%20final_0.pdf. Full compliance is also required with UNDP's branding guidelines. These can be accessed at <http://intra.undp.org/coa/branding.shtml>, and specific guidelines on UNDP logo use can be accessed at: <http://intra.undp.org/branding/useOfLogo.html>.

In concluding, I would like to assure you of UNDP/GEF's and my personal commitment to a successful implementation of the project. The Regional Technical Advisors are at your disposal for advice and technical support. Should you have any concerns or questions, please do not hesitate to contact me.

Yours sincerely,



Yannick Glemarec
UNDP/GEF Executive Coordinator

cc: Mr. Tegegnework Gettu, Assistant Administrator and Director, Regional Bureau for Africa, UNDP
Ms. Fabiana Issler, Regional Technical Advisor, Pretoria, South Africa
Mr. Mohamed Efas Sylla, Environment Focal Point, Guinea, UNDP